

Ouverture =
développement (?)

Thibaud DEGUILHEM

Thibaud.deguilhem@u-paris.fr

Bibliographie

Ressource fondamentale

Raffinot M. (2019) Chapitre 8 : pages 162-181

Articles publiés dans des revues académiques

- Amin S., 2018. La mondialisation ou l'inégal échange. *Les dossiers d'Alternatives Economiques* (13) : 53-54.

Livres

- Rist G., 2007. *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po.
- Chang H-J., 2012. *2 ou 3 choses que l'on ne vous dit jamais sur le capitalisme*, Le Seuil.

Plan du chapitre

Introduction

1. Commerce et développement (?)

1.1. Pays en développement et exportations de matières premières

1.2. Évolutions de long terme : une dégradation des termes de l'échange ?

1.3. La malédiction des ressources naturelles

2. L'ouverture des économies et son impact

2.1. Ouverture économique : bienfaits et menaces

2.2. Ouverture et protectionnisme des pays industrialisés

Commerce et développement (?)

➤ Pays en développement (PED) ont longtemps été caractérisés par un commerce extérieur asymétrique (interbranches)

- Exportations limitées à quelques matières premières (souvent une seule)
- Importations constituées de produits manufacturés

R. Prebisch [1950] & H. Singer [1950] : « dégradation séculaire des termes de l'échange » (*théorème Prebisch-Singer*) : approche développementaliste

- la diminution des prix des matières premières sur les marchés internationaux par rapport aux prix des produits manufacturés,
- Obstacle majeur au développement des pays qui sont spécialisés dans les matières premières (« effet Prebisch-Singer »)
- Pour ces économistes, cela montre que l'approche ricardienne des avantages comparatifs ne fonctionne pas dans le cas des pays en développement

Commerce et développement (?)

Termes de l'échange nets (TEN)

Il s'agit du rapport entre les prix des produits exportés et les prix des produits importés : $TEN = P_x / P_m$

En pratique, il y a plusieurs façons de calculer ces indices de prix (indices de Laspeyres, de Paasche). Et on utilise souvent des indices de valeur unitaire plutôt que des prix, ce qui risque de fausser l'analyse (les valeurs unitaires sont les prix d'une quantité physique d'un produit importé, par exemple une unité ou une tonne, ce qui peut s'interpréter lorsqu'il s'agit de coton ou de blé, mais n'a guère de sens lorsqu'il s'agit d'automobiles ou d'ordinateurs).

Termes de l'échange factoriels (TEF)

Il s'agit de tenir compte du fait que les prix des produits exportés peuvent baisser parce qu'ils sont produits de manière plus efficace. En désignant par L_x et L_m les indices des quantités de travail incorporées respectivement dans une unité de produit exporté et importé, on écrit : $TEF = (P_x / L_x) / (P_m / L_m)$. C'est l'indice qu'il faudrait utiliser pour des analyses en termes de revenu, puisque le revenu des producteurs dépend à la fois des prix et de la quantité produite.

Commerce et développement (?)

Pays en développement et exportations de matières premières

- Années 1960 : claire « division internationale du travail » → les pays du Sud exportaient des matières premières et importaient du Nord des produits manufacturés. Résultat pour partie d'avantages comparatifs, mais aussi de politiques coloniales qui réservaient la production manufacturière aux métropoles, spécialisant volontairement les colonies dans le rôle de fournisseur
- Politiques d'ajustement structurel ont cherché à faire des exportations le moteur de la croissance : promotion de l'export de MP pour l'entrée de devises comme pol. de développement
- Devant l'impossibilité de promouvoir un développement durable à partir des matières premières actuellement exportées, les institutions inter. ont souvent préconisé la diversification
 - *Cette diversification s'est effectivement produite dans les pays asiatiques (mais souvent sur la base de l'industrialisation par substitution d'importation et d'une intervention publique importante)*
 - *Dans les pays les plus pauvres, cette diversification tarde à se produire. Contrairement à l'idée de base de l'ajustement structurel, une mise à niveau des prix par une dévaluation ne suffit pas à provoquer cette diversification, comme l'a montré la dévaluation de 1994 dans la zone franc*

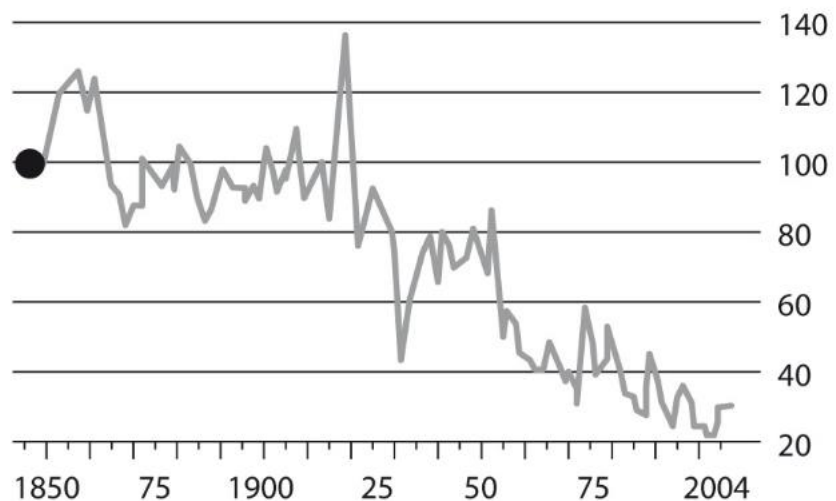
Commerce et développement (?)

L'analyse empirique des évolutions de long terme : une dégradation structurelle des termes de l'échange ?

INDICE THE ECONOMIST DES MATIÈRES PREMIÈRES INDUSTRIELLES, EN \$ CONSTANTS 1845-1850 = 100

A century of decline

The Economist industrial commodity-price index real* \$ terms, 1845-50 – 100



*Adjusted by US GDP deflator

Indice en dollars calculé par le journal *The Economist* depuis 1844 (25 matières premières industrielles et alimentaires, pétrole et métaux précieux exclus) et déflaté par le déflateur du PIB des États-Unis : montre une forte réduction du prix relatif des matières premières sur le long terme (relativisation des fortes hausses intervenues depuis 2001, engendrées par la demande chinoise)

La réalité statistique du phénomène semble établie, lorsque les précautions courantes sont prises, mais apparaît relativement lente, et assez peu significative. Cashin et McDermott [2001] montrent que le prix réel des matières premières a diminué de 1 % par an environ depuis un siècle. De 1980 à 2000, cette tendance s'est poursuivie, avec une baisse de 30 % en dollars courants et de 50 % en dollars constants

Commerce et développement (?)

Pourquoi ces évolutions ?

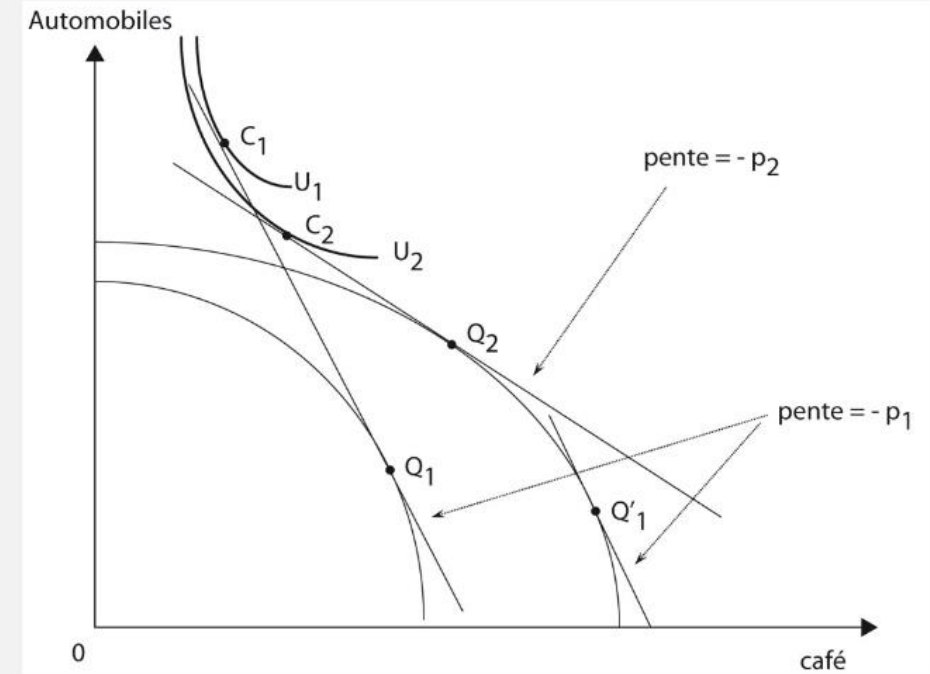
- Prebisch et Singer mettaient l'accent sur la faible élasticité revenu des matières premières
- Asymétrie profonde : les exportateurs des pays industrialisés se trouvent pour leur part en situation de concurrence imparfaite : pouvoir de marché qui leur permet de ne pas répercuter les gains de productivité sur les prix
- Si augmentation des prix des matières premières : des substituts industriels : comme le caoutchouc synthétique, ou encore les fibres textiles synthétiques
- Pays en développement trop « petits » par rapport au marché mondial, mais même stratégie collective (« survie » dans l'échange inégal et « sophisme de composition »)
- Pourtant ça fonctionne particulièrement bien sur les grands émergents d'Amérique latine : connexion avec deux autres approches → **croissance appauvrissante** et **l'échange inégal** (néo-marxisme)

Commerce et développement (?)

Croissance appauvrissante : Bhagwati (1958)

- Dans le cas des « grands » pays (ceux dont les exportations ont un impact sur le prix mondial, comme le Brésil pour le café ou la Côte d'Ivoire pour le cacao)
- Contrairement au résultat standard, un pays qui se spécialise dans une production à forte élasticité → bien-être diminuer
- Diminution suite à un accroissement de ses exportations (augmentation des Q disponibles) → forte baisse des prix sur le marché mondial

Cela ne se produit que si l'élasticité des prix de la production du bien est élevée, ce qui suppose que le pays n'est pas « petit » par rapport au marché mondial, mais aussi qu'il s'agit d'un produit dont les quantités vendues sont très sensibles au prix final (il ne faut pas oublier que le prix des matières premières à l'exportation ne constitue qu'une petite fraction du prix de vente du produit transformé)



— Source : BHAGWATI [1958] adapté par A. Kawecki.

Commerce et développement (?)

L'échange inégal : Amin (1973) et Emmanuel (1969)

- Le "sous-développement " ne serait pas un retard dans le développement, retard qu'on pourrait expliquer par des causes naturelles, politiques, idéologiques et culturelles : le sous-développement est causé par le développement
- Approche marxiste : par un processus continu d'accumulation primitive à l'échelle mondiale, des ressources sont transférées des pays de la périphérie, situés pour la plupart au Sud, vers les pays du centre (Nord)
- La loi de la valeur dont Marx a mis en lumière le fonctionnement à l'échelle des nations s'applique aussi à l'échelle mondiale. Elle provoque un échange inégal et un transfert de valeur de la périphérie vers le centre
- C'est par la déconnexion du système mondial que les pays de la périphérie peuvent s'engager dans un processus de développement autocentré, équilibré et dynamique

Commerce et développement (?)

Volatilité des prix des matières premières : chute brutale des prix des MP

- Changements brutaux liés à une modification des anticipations
- Grandes fluctuations liées à l'adaptation de l'offre à la demande comme on en connaît pour les produits agricoles : prix s'élèvent, les investissements reprennent et accroissent l'offre, ce qui conduit à terme à une surcapacité et donc une chute des prix
- Marchés de matières premières centralisés sous forme de bourses (caractère homogène des différentes matières premières). Marchés étroitement imbriqués avec les marchés financiers, matières premières sont de plus en plus traitées comme des produits financiers, avec les conséquences qui en résultent en termes de mouvements spéculatifs, de bulles
- Conséquences ?
 - Phénomène de « surréaction » : croissance rapide des prix lorsque l'activité redémarre dans les pays utilisateurs (cas de la Chine), réduction rapide lorsque la croissance diminue : variations de prix sont plus fortes que les variations d'activité qui les ont provoquées
 - Chutes brutales des prix → dévalorisations des taux de change réels, si ceux-ci fluctuent librement, et des réductions rapides des réserves en devises en cas de taux de change fixes → baisses brutales des recettes publiques (lorsqu'elles sont liées d'une façon ou d'une autre à l'activité exportatrice) → réductions brutales des dépenses, ou gérer des déficits importants → endettement insoutenable

Commerce et développement (?)

Volatilité des prix des matières premières : augmentation brutale des prix des MP

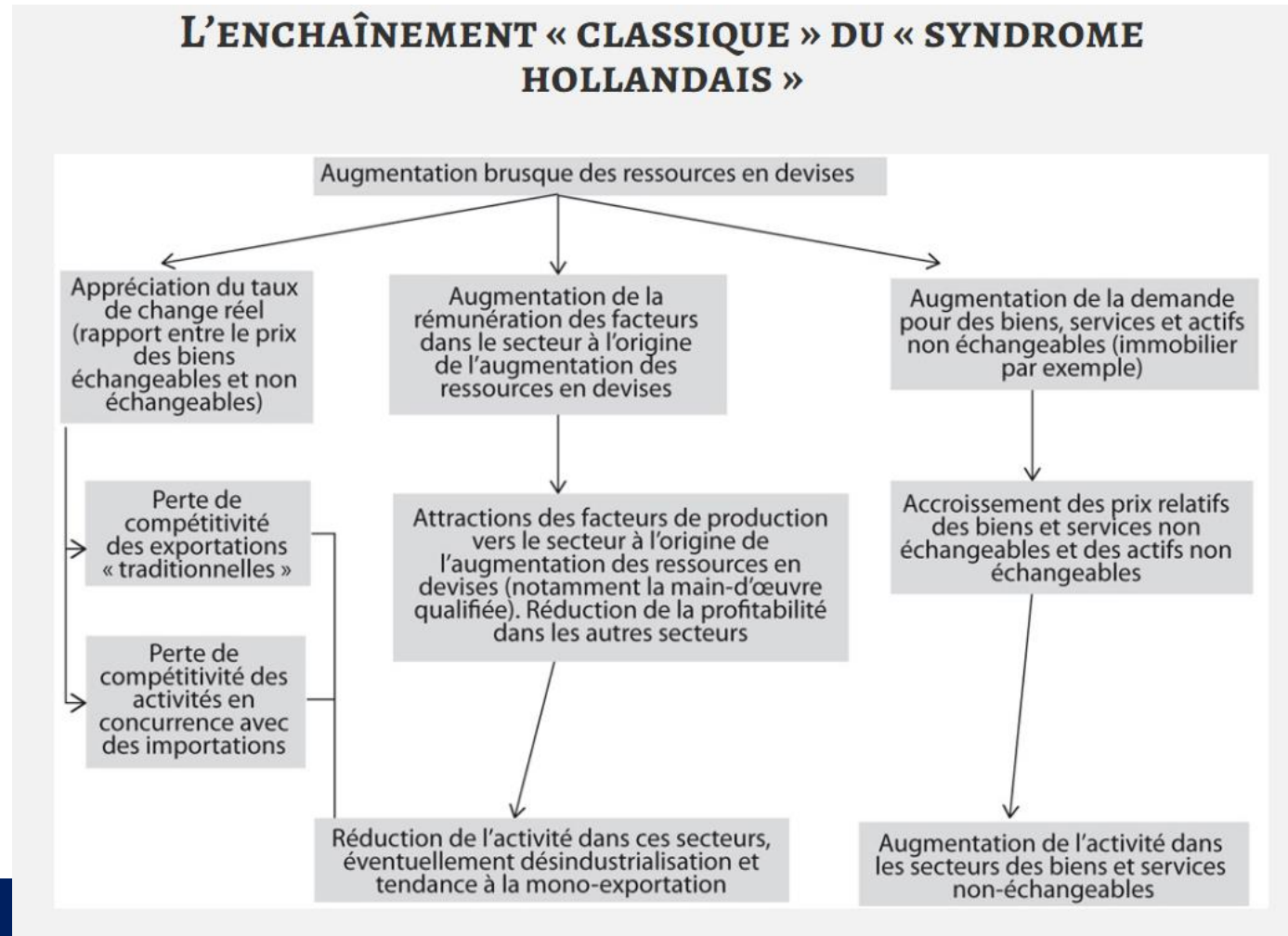
- brutale croissance des revenus (prix des MP sur le marché mondial) → euphorie et au laxisme dans la gestion de l'économie : responsables gouvernementaux (et les investisseurs) interprètent la hausse des prix comme une hausse permanente alors qu'elle n'est que temporaire et artificielle
- Croissance des dépenses publiques, qui tendent à se porter au nouveau niveau des recettes publiques → les gouvernements en profitent même pour emprunter, lorsque l'euphorie gagne aussi les investisseurs
- Quand survient le reflux, le pays peut alors se retrouver dans une situation bien pire qu'avant le boom, notamment du fait du poids de l'endettement (les cas du Venezuela, de la Côte d'Ivoire et du Congo Brazzaville)

La malédiction des ressources naturelles

Le syndrome hollandais

- Désigne un ensemble de phénomènes analogues à ceux qui ont marqué l'économie des Pays-Bas après la découverte d'un vaste gisement de gaz naturel de Groningen en 1959 : croissance brutale des revenus d'exportation → forte appréciation du taux de change réel (TQM) → perte de compétitivité de l'économie, en particulier des secteurs traditionnellement exportateurs, mais aussi des secteurs dont les produits sont concurrencés par des importations (sans parler des conséquences environnementales à long terme)
- Conséquence paradoxale de l'entrée massive de devises : augmentation du chômage ! Des évolutions de ce type ont été mises en évidence dans de nombreux cas : Algérie, Nigeria, tous deux devenus des mono-exportateurs d'hydrocarbures
- L'analyse peut s'appliquer à toute croissance rapide d'un flux de devises (recettes touristiques, augmentation de l'aide extérieure, flux de capitaux externes, transferts des travailleurs émigrés etc.) Il faut toutefois prendre garde que certains de ces flux entraînent en même temps des flux importants d'importations, ce qui peut annuler en grande partie l'apport de devises

La malédiction des ressources naturelles



La malédiction des ressources naturelles

Au-delà du syndrome hollandais : Sachs et Warner (1995) démontrent empiriquement qu'une forte dotation en matières premières a un impact négatif sur la croissance, en tenant compte des autres déterminants de cette dernière

- Si l'essentiel des revenus extérieurs vient de quelques matières premières : économies « de rente »
- L'origine de la rente étant extérieure (pas organiser le processus de production), le principal problème pour les élites au pouvoir serait de capter la plus grande partie de la rente, et non de savoir comment la faire croître, ou, même de respecter un rythme rationnel d'exploitation (surtout en ce qui concerne les richesses non renouvelables)
- Type de spécialisation particulièrement favorable à l'apparition de conflits politiques allant jusqu'à la guerre civile : la guerre civile qui a duré 25 ans en Angola, avec un gouvernement bénéficiant de recettes pétrolières et des rebelles bénéficiant de recettes diamantifères, mais le Liberia ou la Sierra Leone en sont d'autres exemples
- Exploitation des matières premières n'a pas d'effet en tant que tel sur le développement des pays, exemple avec les économies d'enclave : une mine, un chemin de fer, un port d'embarquement, le tout utilisant très peu de main-d'œuvre, et sans impact sur la structure productive du pays → lorsque la ressource naturelle est épuisée, l'économie artificiellement entretenue s'effondre : la ville de Potosi en Bolivie en est un exemple classique

L'ouverture des économies « Suds » et son impact

Une question empirique difficile au tournant des années 2000

- Sachs et Warner (1995) sur la période 1970-1989 établissent que l'ouverture avait un fort impact positif sur la croissance : la variable binaire représentant l'ouverture pouvant avoir un impact de 1 à 2 points de croissance annuelle
- Rodriguez et Rodrik (2000) ont critiqué en particulier la mesure de l'ouverture retenue (une variable binaire fondée sur cinq critères : tarifs douaniers élevés, barrières non tarifaires élevées, économie socialiste, monopole d'État sur une partie importante des exportations, prime importante sur le taux de change parallèle) → une faible ouverture peut être plutôt le symptôme de problèmes plus profonds qu'un problème en soi
- Wacziarg et Welch (2003), avec une méthodologie moins discutable, ont montré que la croissance augmente de 1,5 point après la date de la libéralisation, essentiellement parce que l'investissement augmente.

Ces résultats généraux doivent être pris avec prudence, car il existe une forte hétérogénéité parmi les pays (presque la moitié n'ont pas connu de croissance, ou ont connu une baisse de leur croissance après la libéralisation commerciale).

L'impact, positif ou non, semble dépendre de facteurs comme la qualité des institutions, l'ampleur des conflits politiques ... : ouverture comme opportunité saisie ou non (Rodrik 1999)

L'ouverture des économies « Suds » et son impact

Effets internes différenciés au tournant des années 2010

- Les travaux plus récents vont au-delà en cherchant à évaluer l'impact de l'ouverture au niveau régional ou au niveau des différents groupes sociaux (rappelons que l'approche standard de la spécialisation ne dit pas que le gain à l'échange bénéficie à tout le monde dans le pays qui s'ouvre au commerce) : Cling *et al.* (2009) montrent que l'accession du Vietnam à l'OMC en 2007 risquait d'accroître les inégalités entre zones rurales et urbaines
- Analyse différenciée des impacts, notamment sur le plan géographique et social : Castilho *et al.* (2012) montrent que l'ouverture de l'économie brésilienne a eu des effets différents suivant les États. Dans les plus exposés à la réduction tarifaire, la réduction de la pauvreté et des inégalités a été moindre. Dans les villes, la pauvreté et l'inégalité ont eu tendance à augmenter suite à l'ouverture, alors que l'inégalité (mais pas la pauvreté) diminuait à la campagne

L'ouverture des économies « Suds » et son impact

Politiques commerciales des pays du « Nord »

- Malgré un libéralisme affiché, les pays industrialisés mettent en place des protections lorsque les intérêts de certains de leurs producteurs sont en jeu (STIGLITZ et CHARLTON, 2005)
 - Les exportations des pays en développement se heurtent au protectionnisme des pays industrialisés, tarifaire et non tarifaire (par l'intermédiaire d'« accords d'autolimitation » de normes sanitaires, sociales ou environnementales, par exemple), aux attaques de lobbys (notamment sous forme d'accusation de *dumping*), et à leurs systèmes de subventions
- Des plaintes des pays producteurs de l'OCDE remettent en cause l'ouverture acquise, surtout lorsque les nouveaux pays industrialisés vendent moins cher que le prix des matières premières dans les pays industrialisés (acier par exemple)
- Des mesures de rétorsion en matière d'accès à la technique : refus de vendre des moyens de production très performants ou de délocaliser ce type de production
 - Avec la croissance de leur marché intérieur, la situation des pays émergents s'améliore au niveau des négociations, car ils peuvent fournir des contreparties. Ainsi, la Corée du Sud a obtenu l'ouverture du marché automobile français en échange du contrat de construction d'un TGV

L'ouverture des économies « Suds » et son impact

Historique : variation des relations commerciales Nord-Sud

- Années 60-70s : au niveau multilatéral (dans le cadre du GATT) que les PED devaient bénéficier d'un traitement asymétrique (ils pouvaient protéger leur économie, alors que les pays développés devaient l'ouvrir)
- Pour éviter des chocs trop brutaux sur les économies des pays industrialisés, des programmes ont été négociés au niveau international. Ainsi, chaque pays industrialisé a défini, sur une base volontaire, un « schéma de préférences généralisées », une liste de produits importés des PED pour lesquels il acceptait une entrée hors droits de douane ou avec des droits réduits pour les pays en développement, dans la limite de quotas prédéfinis.
- Les accords multifibres ont développé une approche analogue dans le cas du textile, qui était particulièrement sensible en raison des retombées sur l'emploi. Certains pays en développement ont saisi ces opportunités (par exemple la Tunisie ou Maurice pour le textile), mais les pays les plus pauvres en sont globalement restés à l'écart

L'ouverture des économies « Suds » et son impact

Historique : variation des relations commerciales Nord-Sud

- Les exportations non agricoles des PED se sont développées rapidement, en grande partie sous l'impulsion des firmes multinationales qui se sont implantées dans les pays où les coûts étaient moins élevés et les réglementations moins contraignantes (c.f. chap. 2).
- Ceci a modifié singulièrement les approches en termes de concurrence entre produits du Sud et du Nord : les exportations du « Sud » sont pour une bonne part le résultat de stratégies internes aux firmes, et souvent le produit de délocalisations
- À partir de 1994, l'approche antérieure a été balayée et l'OMC a fondé son action sur un principe de symétrie : les concessions doivent être réciproques
- Les pays en développement sont intervenus avec plus de succès dans le cadre de la Conférence de Doha (2001) pour obtenir des concessions des pays industrialisés, notamment dans le domaine des brevets sur les médicaments (en cas de menace sur la santé publique). Toutefois, ces avancées concernent surtout les pays qui ont des capacités de production. Ces pays (Inde, Brésil, Afrique du Sud) pourront produire sans respecter les brevets (mais pas exporter). Les pays qui ne disposent pas de capacités de production resteront dépendants de la bonne volonté des laboratoires pharmaceutiques. C'est ce que la pandémie de la Covid 19 a mis cruellement en lumière

L'ouverture des économies « Suds » et son impact

Historique : subventions du Nord affaiblissant les capacités des PED

- Les exportations agricoles des pays en développement sont freinées par les subventions accordées par les EU ou l'UE à leurs producteurs agricoles. C'est le cas par exemple pour le coton, qui est lourdement subventionné aux EU, et aussi dans l'UE (mais la production y est marginale)
- Les effets peuvent également être indirects, comme dans le cas des exportations de viande. Les pays du Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger) exportent traditionnellement leur bétail sur pied vers les marchés de consommation de la côte (Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria). Les exportations subventionnées de l'UE exercent une vive concurrence sur ces marchés, réduisant les exportations des pays sahéliens. De plus, la concurrence est aussi le résultat de l'exportation par les pays industrialisés de sous-produits pratiquement impossibles à valoriser en Europe (partie des animaux qui ne sont pas consommés, par exemple)

L'ouverture des économies « Suds » et son impact

Comment faire ? Introduction aux politiques de développement

- Par crainte d'une ouverture sans restriction, beaucoup de PED se sont orientés vers une intégration économique limitée au sein d'unions douanières régionales notamment en Afrique : faiblesse du commerce entre les pays, qui exportent essentiellement des matières premières (malédiction des RN et échange inégal) → ces unions ont plutôt tendance à favoriser les pays les plus avancés au sein des unions, ce qui crée des tensions économiques et politiques
- Le développement des zones franches (c.f. chap 2) : très faibles retombées sur les économies d'accueil. Situées hors du territoire douanier, elles ne paient pas de droits de douane, et pas d'impôts non plus.
 - Elles sont en général peu utilisatrices d'intrants locaux (à part l'énergie, souvent dépendants d'intrants importés). Le seul impact se situe au niveau de l'emploi (et c'est d'ailleurs souvent la raison même de la création de ces zones). Les critiques soulignent alors la précarité des conditions d'emploi, la faiblesse des salaires, l'absence de protection des employés → les qualifications acquises par les travailleurs de la zone franche ne sont pas mises en valeur par les entreprises qui les embauchent après leur départ de celles-ci